

in: les Temps Modernes, n° 464,
mars 1985

SPAI TMAV II O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

Bernard Vienne

N° : 17.301 ea1

Cote : B

NOUVELLE-CALEDONIE 1985 :
LA FIN DU COLONIALISME ?

La Nouvelle-Calédonie est un pays riche, à niveau de vie relativement élevé et, comparativement à d'autres pays du Pacifique, très élevé, y compris pour les Mélanésiens ; même s'il est vrai qu'il reste beaucoup de progrès à accomplir en matière d'infrastructures économiques, routières, sanitaires, etc., ou sur le plan scolaire¹. Les Canaques ont clairement conscience de ce fait. Le problème colonial néo-calédonien qui n'a rien à voir, ou pas grand-chose, avec les situations de sous-développement telles qu'on les connaît ailleurs, famines, mortalité élevée, etc., est celui de la dépossession des Canaques de leurs histoires.

Les Canaques, seuls occupants de la Nouvelle-Calédonie, à l'arrivée des Européens, ont été colonisés par une population immigrée française qui s'est emparée de la plus grande partie de leur territoire en les refoulant dans des réserves. La spoliation foncière est l'expression la plus criante du système colonial subi par les Canaques. Il faut savoir qu'en 1976, « moins de mille actifs agricoles, Européens ou assimilés, contrôlent quelques 370 000 hectares de propriétés avec la plus grande partie des 145 000 hectares de locations domaniales... En face, 25 000 Mélanésiens (environ 6 000 familles) détiennent pour l'essentiel

1. Cf., dans ce dossier, l'article de J.M. Kohler et L.J.D. Wacquant : « La question scolaire en Nouvelle-Calédonie : idéologies et sociologie. »

165 000 hectares de réserves et une dizaine de milliers d'hectares de concessions privées² ». Depuis 1979, quelques milliers d'hectares ont été restitués aux Canaques. Mais le problème foncier ne saurait être résolu par des réformes de type « aménagement rural ». Il est un des principaux enjeux d'une question politique globale : celle de l'indépendance canaque.

Le consensus des Canaques entre eux se noue précisément dans la volonté qui leur est commune de se réapproprier leur territoire et leur histoire, en la faisant. Cette volonté n'implique pas nécessairement, au plan pratique, des exigences telles que le gouvernement français et un grand nombre de Caldoches ne puissent pas, en théorie, les accepter. Mais reconnaître son bien fondé c'est du même coup admettre la légitimité de l'indépendance.

Bien que les Canaques n'aient jamais, en vérité, accepté le fait colonial qui leur a été imposé, le fait d'être dominés dans leur propre pays, le consensus pour l'indépendance est récent ; il s'est établi dans les quinze dernières années. La revendication d'indépendance s'est cristallisée en réaction à la situation créée par le « boum du nickel », au début des années 1970. En 1968, avec la montée spectaculaire des cours mondiaux du nickel, l'économie calédonienne s'est emballée pour une brève période. Les possibilités d'enrichissement sur le Territoire sont devenues gigantesques : à cette époque cinq avions par semaine débarquaient à Nouméa une cohorte de petits aventuriers, les banques prêtaient de l'argent à n'importe qui venant faire fortune en Nouvelle-Calédonie. Mais les Canaques ne reçoivent que les miettes du festin capitaliste malgré l'accélération de l'exode rural vers Nouméa et le développement du travail salarié. La revendication d'indépendance prend corps alors à travers une

2. Cf., A. Saussol, *L'Héritage*, essai sur le problème foncier mélanésien en Nouvelle-Calédonie, Société des Océanistes, Musée de l'Homme, Paris 1979, p. 461. Ces chiffres provenant du recensement de 1976 ne tiennent pas compte des migrants saisonniers vivant sur l'économie des « réserves » une bonne partie de l'année. Ils suggèrent toutefois à A. Saussol ce commentaire lucide : « Une telle disparité foncière, née au siècle dernier d'un rapport de forces, parce qu'elle offense la justice, ne peut que s'avérer explosive et déboucher sur une contestation permanente de la légitimité du patrimoine européen. Aussi longtemps qu'une telle écharde envenimera la plaie, la société calédonienne restera malade de son passé » (A. Saussol, *idem.*, p. 461).

17.301 ea1

critique du système colonial poussé jusqu'à la caricature par le « boum du nickel ».

En 1969, les premiers étudiants canaques revenus de France³ — il n'y a pas d'Université à Nouméa — engagent de façon ponctuelle d'abord, puis de plus en plus organisée, des actions spectaculaires contre l'injustice coloniale. Ils fondent le mouvement des Foulards Rouges, puis le groupe 1878⁴. Ce courant de radicalisation s'élargira rapidement pour aboutir en 1975 à une revendication d'indépendance explicite à laquelle adhéreront des Canaques issus de diverses formations politiques. En 1977, l'Union Calédonienne fera sienne cette revendication⁵. Le lien étroit entre évolution économique du Territoire et prise de conscience politique montre à l'évidence que se revendiquer comme Canaque⁶ ne consiste pas à vouloir renouer, de manière passéiste, avec une tradition figée mais à refuser de se laisser récupérer par le discours assimilationniste en s'affirmant, par-delà toutes les différences existantes⁷, en tant que peuple. Il s'agit d'une rupture irréversible, rupture qui rend sans effet les politiques coloniales y compris celle du gouvernement socialiste qui vise à acheter la tranquillité en Nouvelle-Calédonie par des progrès matériels (dont par ailleurs les Canaques sont preneurs mais pas à n'importe quel prix). La souveraineté canaque n'est pas, pour les Mélanésiens, négociable.

Dans l'histoire de leur formation, les sociétés insulaires du Pacifique ont eu l'habitude d'être confrontées à des phénomènes qui, dans un premier temps, les dépassaient, qu'elles ne maîtrisaient pas ; elles en ont acquis une aptitude à accueillir, inté-

3. C'est en 1962 seulement que le système colonial scolaire laisse émerger le premier bachelier canaque.

4. Par référence à l'insurrection canaque de 1878 et à son chef Atai. Cf. ; à ce sujet l'ouvrage de R. Doussat-Leenhardt, *Terre Natale, Terre d'Exil*, Maisonneuve et Larose, Paris 1976.

5. Cf., cet aspect de l'histoire du mouvement indépendantiste dans le présent dossier, dans l'article écrit par des militants du Parti de Libération Kanak : Palika.

6. Avant cette période, le terme même de « canaque » avait une connotation fortement péjorative, y compris et surtout aux oreilles des Mélanésiens eux-mêmes.

7. Différences qui ont été dans une large mesure produites, ou pour le moins renforcées et compliquées, par la domination coloniale (système de réserves, types de colonisation différents selon les régions, les économies, minières, agricoles, etc., mises en œuvre.

grer et assimiler l'inédit, le nouveau, afin d'inventer leur demain. Ces sociétés ne sont en rien traditionalistes ou, plus exactement, elles n'opposent jamais la tradition et la modernité. Ainsi, il n'y a, chez les Canaques, aucune tentation d'un enfermement dans une ruralité « traditionnelle », ni dans une soi-disant authenticité indigène ; un Blanc peut devenir un leader canaque⁸. Les Canaques sont ouverts à toutes les expériences économiques possibles, pourvu qu'elles ne les prolétarisent pas, ne les dépossèdent pas du contrôle de leur vie⁹ ; ils revendiquent une scolarisation étendue et poussée, un développement de la médicalisation, etc. Les Canaques, foncièrement pragmatiques, veulent exercer leurs capacités de gestion (ils l'ont montré au Conseil de gouvernement) dans le système politique qu'ils se seront choisi.

Dès lors, le refus de la colonisation coexiste, chez eux, avec la volonté de conserver les acquis, notamment matériels, apportés par celle-ci. C'est ce qu'indique clairement le rapprochement des deux qualificatifs (Canaque-socialiste) de l'indépendance qu'ils revendiquent. Le socialisme, ici, c'est s'approprier la modernité amenée par le système colonial ; l'affirmation canaque consiste à s'emparer de sa propre histoire, de sa propre identité culturelle et à fabriquer son propre devenir dans son propre imaginaire.

Au-delà du consensus pour l'indépendance, le monde mélanésien peut se cliver autour des questions relatives au contenu concret à donner à cette indépendance. Témoignent de ces clivages, les tensions qui agitent les différents mouvements indépendantistes. Ainsi, l'Union calédonienne, par exemple, vieux parti de tradition anti-administrative, fortement inspiré par l'esprit paternaliste du christianisme colonial, et qui regroupait à l'origine des Blancs et des Canaques, a été progressivement prise

8. Pierre Leclercq, européen indépendantiste, fut secrétaire général de l'Union Calédonienne de 1977 à 1981, et président du groupe du Front Indépendantiste à l'Assemblée Territoriale. Il a été assassiné le 19 septembre 1981 à Nouméa.

9. Le fait, par exemple que beaucoup de Canaques aient fini par rejeter « l'opération café », lancée par le gouvernement Giscard, après s'y être engagés, est symptomatique d'une telle attitude. Sur cette opération, voir, dans le présent dossier, l'article de Patrick Pillon : « L'opération café ».

en main par ces derniers et s'est radicalisée à partir de 1977, notamment sous l'influence de personnalités comme Jean-Marie Tjibaou. Cependant, en dépit de cette radicalisation, l'héritage transmis par la première génération de ses militants (composée d'hommes entièrement formés par les missionnaires protestants ou catholiques qui considéraient que le dialogue et la négociation étaient possibles avec un certain nombre de petits Blancs) continue de s'y faire sentir ; c'est ce qui explique la volonté de certains de ses membres de collaborer aujourd'hui avec le gouvernement socialiste. Les ambiguïtés qui ont longtemps caractérisé la démarche politique canaque — ambiguïté que les événements actuels sont en train de lever ¹⁰ — ont dans une large mesure, partie liée avec l'ambivalence traditionnelle des églises missionnaires : celles-ci, d'un côté ont défendu les Mélanésiens contre les colonisateurs, mais de l'autre, en réduisant la situation calédonienne à une opposition entre les bons et les mauvais Blancs, ont occulté la domination coloniale, et, partant, l'ont cautionnée. C'est ainsi qu'il a fallu attendre une longue période de maturation avant que les Canaques posent explicitement la question coloniale.

De même, la notion d'indépendance canaque et socialiste n'est pas dépourvue d'ambiguïtés dans la mesure où elle juxtapose à la société mélanésienne (« canaque ») une référence politique (« socialiste »), produit historique de la lutte des classes en Occident. Si l'analyse du système colonial calédonien en termes de classes est crédible, son application (par référence au socialisme) aux sociétés océaniques est plus problématique. La société canaque n'est ni socialiste, égalitaire, « communautaire », ni stratifiée en classes antagonistes, mais dispose de structures sociales originales. Les clivages, les oppositions, les hiérarchies observables dans la société canaque (comme dans d'autres systèmes socio-politiques de la Mélanésie ¹¹) sont à la fois bien réels mais toujours contournables ou dépassables ; la société canaque, comme nombre de formations sociales mélanésiennes, est une société de l'intégration, de l'accueil, de la

10. En juillet 1984, les indépendantistes canaques venaient d'annoncer qu'ils boycoteraient les élections prévues pour le 1^{er} novembre.

11. Cf. B. Vienne, *Gens de Moïlav*, idéologie et pratique sociale en Mélanésie, Société des Océanistes, Musée de l'Homme, Paris, 1984.

transmutation de l'Autre en Même. Les systèmes de relations sociales que les Canaques peuvent entretenir les uns avec les autres ne supportent pas une structuration en classes. Les personnes sont intégrées dans une trame de relations denses et sans ruptures. Ce continuum, qui lie de proche en proche tous les canaques entre eux, coexiste avec un fort individualisme car le système social canaque est ainsi fait qu'un individu peut toujours se penser au-dessus d'un autre qui de son côté, peut le penser au-dessous de lui. Il y a là quelque chose qui rompt radicalement avec l'idée même de stratification sociale. Tout au plus peut-on parler de hiérarchie réversible ou, mieux encore, du jeu d'asymétries fluctuantes et conjoncturelles ¹². Ce type d'organisation semble même avoir été préservé en milieu urbain où, malgré le « boum du nickel », de véritables différenciations sociales durables ne se font pas jour. Certes, certains y connaissent une relative réussite matérielle, mais celle-ci ne les placera pas absolument au-dessus de leurs parents et congénères demeurés dans les réserves.

Si une fraction importante (environ 20 %) de la population canaque est actuellement employée dans des activités urbaines et donc intégrée à une stratification socio-professionnelle induisant une structuration en classes, les Canaques dans leur ensemble ne pensent pas les clivages internes à leur propre société en termes de classes. Cependant, dans l'élaboration d'une idéologie politique, l'héritage colonial peut inciter, consciemment ou non, certains Canaques à formuler une analyse de leur société actuelle ou à venir par références aux classes sociales. Analyser la société canaque en termes de classes serait rigidifier des inégalités statutaires complémentaires et développer à propos d'une philosophie sociale de l'ouverture et de l'intégration un discours inadéquat puisque importé du monde occidental où les classes, par définition, vivent dans un irréductible rapport d'exclusion mutuelle. Ce dérapage idéologique, avec toutes les conséquences qu'il charrie (intolérance, xénophobie, racisme) pourrait à terme induire des affrontements dangereux au sein même du monde

12. Cf. A. Bensa et J.C. Rivierre, *les Chemins de l'Alliance*, l'organisation sociale et ses représentations en Nouvelle-Calédonie, Selaï, Paris, 1982, et dans ce dossier, l'article d'A. Bensa : « Culture et Politique en Nouvelle-Calédonie ».

mélanésien, en y construisant arbitrairement des formes de cliques qui n'existent pas.

Les Caldoches sont aveugles à la réalité que nous venons de présenter. Ils ne veulent rien entendre car ils sont convaincus que, forts de l'appui de leurs « alliés » wallisiens, tahitiens, indonésiens et autres, le rapport des forces est encore en leur faveur¹³. De ce point de vue, la plus mauvaise politique est celle qui a été suivie durant la dernière décennie et qui consistait à grossir le plus possible les rangs de la population expatriée en Nouvelle-Calédonie¹⁴. En effet, c'est dans le groupe des immigrés récents, plus que chez les Blancs natifs de l'île, que se recrutent les plus extrémistes des anti-indépendantistes. Face à un tel état de choses, l'analyse la plus juste nous semble celle qui souligne la nécessité d'intégrer dans la mouvance indépendantiste les fractions ouvrières des populations caldoche et expatriée qui sont loin d'être négligeables.

Il est aujourd'hui difficile de prévoir ce qui va survenir. On peut cependant affirmer que la seule possibilité pour le gouvernement français d'éviter à la Nouvelle-Calédonie un avenir sanglant serait de reconnaître solennellement l'indépendance canaque comme inéluctable et d'en garantir la venue dans un délai rapproché, tout en invitant les parties concernées à venir négocier les modalités de cette accession à l'indépendance et

13. Les Mélanésiens ne sont pas numériquement majoritaires puisqu'ils représentent en 1983 43 % de la population du Territoire (soit 62 000 personnes sur un total de 145 000) face aux Européens, 30 % (54 000 personnes) auxquels s'ajoutent 13 % de Wallisiens et Tahitiens (19 000) et 6 % d'Asiatiques, Indonésiens et autres (9 000). Ces données chiffrées pourraient inciter à souhaiter un recours à une démocratie formelle mettant sur le même pied d'égalité chacune des composantes ethniques du Territoire. On nierait du même coup la dimension coloniale du problème calédonien.

14. Pierre Messmer, alors premier ministre, déclarait en 1972 : « La Nouvelle-Calédonie, colonie de peuplement, bien que vouée à la bigarrure multiraciale, est probablement le dernier territoire tropical non indépendant au monde où un pays développé puisse faire émigrer ses ressortissants. (...) A court et moyen terme, l'immigration massive de citoyens français métropolitains ou originaires des départements d'Outre-mer (Réunion), devrait permettre d'éviter ce danger (présence française menacée), en maintenant et en améliorant le rapport numérique des communautés. A long terme, la revendication nationaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire. (...) ».

le contenu de celle-ci. Des garanties pour la préservation des intérêts des ressortissants français pourraient être facilement obtenues et il n'est pas impossible que, dans ces conditions, beaucoup de Caldoches, attachés à la Calédonie, décident de rester.

C'est une telle politique qui était attendue, en 1981 du pouvoir socialiste. Il avait d'ailleurs commencé par s'y engager quand Henri Emmanuelli était secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, et Christian Nucci haut-commissaire du Territoire. Ce dernier avait alors réussi, dans un style très (trop ?) personnel, à faire baisser la tension dans l'île et à nouer avec les Canaques un véritable dialogue, envisageant une accession à l'indépendance. En octobre 1982, plusieurs ordonnances sont promulguées : elles reconnaissent les institutions coutumières canaques et la nécessité d'impulser le développement économique en milieu mélanésien ; elles créent un office culturel canaque ayant pour tâche de faire connaître la culture canaque et de coordonner les activités de recherche scientifique et pédagogique réalisées sur le Territoire. Un office foncier est chargé d'organiser la restitution aux Canaques d'une partie de leurs terres et de résoudre les conflits éclatant sur ce problème entre Mélanésiens et « propriétaires » européens. Enfin, l'intervention « d'assesseurs coutumiers canaques » dans les cours de justice où comparaissent des Mélanésiens est prévue par une autre ordonnance. Sur le plan politique, Ch. Nucci obtient le ralliement à une partie des indépendantistes de certains représentants des Calédoniens les plus modérés regroupés au sein de la FNSC¹⁵ précédemment associée au principal parti de droite anti-indépendantiste), le RPCR¹⁶. Ce renversement d'alliance rend les indépendantistes majoritaires à l'Assemblée territoriale et permet leur entrée au Conseil de gouvernement en juillet 1982. Cette situation, favorable aux Mélanésiens, incite les Européens (Calédoniens et Métropolitains), à reconsidérer l'avenir, soit en préparant leur départ (on enregistre alors une

15. Fédération pour une Nouvelle Société Calédonienne, à l'origine proche de l'UDF.

16. Rassemblement pour la Calédonie dans la République, proche du RPR.

multiplication de demandes de visas permanents pour l'Australie), soit en acceptant peu ou prou la perspective de négociations avec les Canaques (quelques petits colons de brousse, sur la côte Est surtout, vont rétrocéder des terres aux premiers occupants du territoire, les Mélanésiens).

Par la suite, par méconnaissance du dossier néo-calédonien, par ethnocentrisme, le gouvernement français — sous-estimant la détermination des Canaques et les soubassements culturels, historiques, politiques de leur revendication d'indépendance — a fait marche arrière (MM. Emmanuelli et Nucci quittaient leurs fonctions respectives fin 1982) et ainsi raté le coche d'une négociation qui pouvait aboutir et dont les résultats auraient grandi l'image de la France aux yeux du Tiers monde. Georges Lemoine, l'actuel secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, s'est enlisé dans les ornières de la vieille pratique temporisatrice de ses prédécesseurs giscardiens, notamment celle de Paul Dijoud. Il a cru pouvoir arrêter la marche de l'histoire par des faux-semblants. Alors que la confiance gagnée par Ch. Nucci s'était évaporée, G. Lemoine s'est orienté vers un projet de statut où il n'était plus question d'indépendance mais seulement d'autonomie interne. Ce projet n'émane finalement pas directement de discussions avec les Canaques indépendantistes, mais d'une prise en compte, en France, du discours de la droite. Pour le problème calédonien, comme pour la question scolaire française, les socialistes n'ont jamais arrêté une politique ferme et claire. En Nouvelle-Calédonie l'affaiblissement de la détermination gouvernementale, la mise au rencart d'une perspective inéluctable d'indépendance, rendaient de plus en plus difficile la participation du Front indépendantiste aux institutions territoriales. A l'inverse, les Européens hostiles à l'indépendance, sentant l'action du gouvernement français piétiner, ont peu à peu relevé la tête et harcelé davantage le pouvoir en place. Les élections municipales de mars 1983, malgré la conquête de quatre nouvelles municipalités indépendantistes, vont souligner l'importance d'une droite anti-indépendantiste majoritaire en voix, principalement à Nouméa, tandis que la FNSC enregistre un effondrement de sa base électorale du fait de son alliance avec le Front indépendantiste. Ce dernier connaît des discus-

sions internes¹⁷. En outre, les difficultés électorales de la gauche en France laissent espérer à la droite locale la fin pour 1986 de l'expérience socialiste et du soutien qu'elle apporte aux Canaques. Dans ces conditions d'incertitude, en Nouvelle-Calédonie, l'intolérance et le racisme des milieux européens conservateurs, s'exacerbent, la tension entre les communautés s'accroît.

Les socialistes ont, semble-t-il, oublié qu'il ne peut être mis fin à une situation coloniale qu'en négociant avec les colonisés. Ce sont plus des considérations de politique intérieure que des intérêts économiques (le nickel) ou géo-stratégiques (la présence de la France dans le Pacifique) qui ont en définitive inspiré la politique néo-calédonienne du gouvernement socialiste. On a l'impression que celui-ci, désemparé, a reculé pour l'instant devant la complexité du dossier néo-calédonien en renvoyant à 1989 l'éventualité d'un référendum d'auto-détermination. Il fait peut-être le pari dangereux d'attendre le probable retour au pouvoir en France de la droite pour que celle-ci se débrouille avec ce dossier en apparence mineur. C'est pour avoir perçu ce danger que les indépendantistes canaques durcissent présentement leur attitude.

Le temps presse. Si les socialistes français ne se resaisissent pas, la violence peut se déchaîner. Les Canaques ne reculeront pas, même dans une situation de force qui ne leur serait pas favorable, et nombre de Caldoches sont prêts à faire régner la terreur pour maintenir le statu quo. Combien de bataillons de parachutistes faudra-t-il alors envoyer aux antipodes pour séparer leurs deux communautés ?

Bernard VIENNE.
Paris, juillet 1984.

17. Le Front Indépendantiste regroupe depuis mars 1981, l'Union Calédonienne (UC), le Front Uni de Libération Kanak (FULK), l'Union Progressiste Mélanésienne (UPM), le Parti Socialiste Calédonien (PSC) et le parti de Libération Kanak Socialiste (LKS) issu d'une scission du Parti de Libération Kanak (Palika) lui-même resté hors du Front Indépendantiste (FI).

[[On sait qu'aujourd'hui seul le LKS a accepté de participer aux élections du 18 novembre 1984, tandis que l'UC et les petits partis qui l'entourent (FULK, UPM, PSC) appelaient au boycott tout comme le Palika et formaient ensemble en septembre 1984 le Front de Libération National Kanak Socialiste (FLNKS) puis le gouvernement provisoire de Kanaky. Cf. article, A. Bensa, dans ce dossier (T.M.).]]